

Analyse et conjoncture économiques

Le Secteur du suivi et prévision de l'économie et des revenus budgétaires

Volume 2, numéro 7

29 mars 2005

La Chine***Deuxième partie : l'ouverture au commerce international*****Sommaire**

1. Avec la mise en œuvre de réformes en 1978 et 1992, la Chine a donné une nouvelle orientation à sa politique économique, misant sur le développement des exportations comme moyen de financer la modernisation et la croissance du pays.
2. Aujourd'hui, la Chine produit environ le quart de la production manufacturière mondiale et elle occupe le quatrième rang mondial au titre des exportations de biens.
3. Son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 aura des impacts différents pour les pays industrialisés et en développement. Les industries à forte intensité en main-d'œuvre, comme le textile et l'électronique seront fortement concurrencées. En revanche, les produits de base, la haute technologie et les services bénéficieront d'une forte demande et auront un accès élargi au marché chinois.
4. Le commerce du Québec avec la Chine se caractérise par sa taille faible et une balance très déficitaire. Les entreprises québécoises devront donc apprendre à concurrencer les produits chinois sur le marché intérieur comme sur les marchés extérieurs et, en contrepartie, à bénéficier des possibilités qu'offre ce vaste marché.

Ce document constitue la deuxième partie d'une série de trois articles d'analyse économique sur la Chine.

1

La Chine : d'une économie fermée à l'intégration mondiale

Avant les réformes économiques de 1978, l'économie chinoise était relativement fermée. Son commerce extérieur représentait environ 7 % du PIB et sa balance commerciale était généralement équilibrée.

Sa politique économique, reposant sur les principes de la centralisation des décisions et de la planification, était protectionniste, et sa politique industrielle visait le développement de l'industrie lourde afin d'assurer l'autosuffisance du pays.

Le commerce extérieur était monopolisé par quelques entreprises d'État et l'activité de change était strictement réglementée et contrôlée par les autorités. Un taux de change officiel unique s'appliquait aux transactions internationales.

En 1978, le gouvernement a donné une nouvelle orientation à sa politique économique en faisant appel aux mécanismes de marché et à l'ouverture sur le monde. Comme source de croissance économique, il a misé sur l'expansion des exportations et des investissements, ces derniers étant notamment

financés par des capitaux étrangers. Ainsi, en peu de temps, la Chine a atteint un rythme de croissance économique parmi les plus élevés au monde.

Le secteur extérieur, principale source de croissance économique

En 1979, la Chine a donné un nouvel essor à ses échanges commerciaux en créant les zones économiques spéciales (ZÉS) et en adoptant la loi sur les investissements directs étrangers (IDÉ).

Alors que la loi sur les IDÉ créait les conditions légales pour l'entrée de capitaux étrangers, les ZÉS devenaient les portes d'entrée à la technologie étrangère et les laboratoires pour l'application des mécanismes de marché.

De plus, les IDÉ étaient canalisés vers les industries intensives en main-d'œuvre et orientées vers l'exportation. Le gouvernement a ainsi capitalisé sur l'avantage comparatif de sa force de travail abondante et sur l'entrée de capitaux et de savoirs étrangers.

L'objectif en matière de commerce extérieur était l'obtention de la technologie et de l'équipement nécessaires au développement et à la modernisation du pays. La politique industrielle visait le développement d'industries légères, à forte intensité en main-d'œuvre et créatrices d'emplois. C'était l'époque de l'essor de l'industrie du textile et de la chaussure.

Au début des années 1980, les autorités ont procédé au remplacement graduel de la planification centralisée et du contrôle des changes par des barrières à l'entrée comme les quotas, les tarifs et les licences.

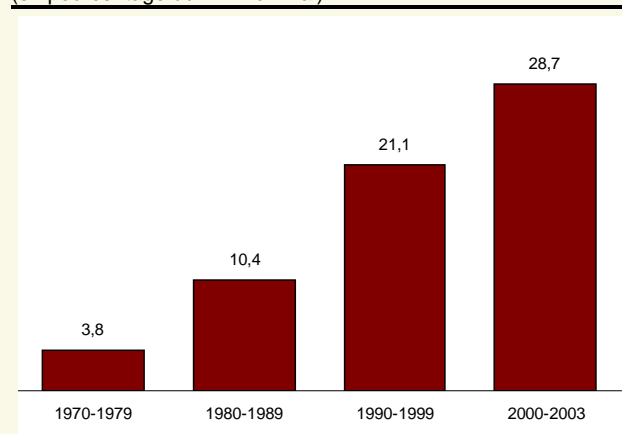
L'adoption d'une économie socialiste de marché, en 1992, a été l'élément clé dans l'expansion du secteur extérieur après la brève période de recentralisation qui a suivi les événements de la Place Tien'anmen. Elle a confirmé l'engagement du gouvernement envers la libéralisation et l'ouverture vers l'extérieur.

Par la suite, la Chine a poursuivi une stratégie de développement clairement appuyée sur le secteur extérieur, grâce à une ouverture accrue aux capitaux étrangers, une stratégie de promotion des exportations et une réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. La réforme du système de change et la dévaluation partielle du yuan en 1994 ont constitué un stimulus additionnel au secteur extérieur chinois.

Ces mesures ont porté le rythme de croissance annuel moyen des exportations chinoises à 21 % dans les années 2000. Ainsi, la part des exportations de marchandises en pourcentage du PIB est passée de 4 % en moyenne dans la décennie 1970, à 29 % dans les années 2000.

Ce sont donc les exportations de biens qui ont permis de financer, jusqu'à aujourd'hui, la modernisation de l'économie chinoise.

EXPORTATIONS DE BIENS (en pourcentage du PIB nominal)



Source : Global Insight.

En même temps qu'elle réformait son économie, la Chine cherchait à participer plus activement aux organisations commerciales multilatérales. Elle a ainsi commencé les négociations pour rejoindre le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'ancêtre de l'OMC, dès 1986.

Par ailleurs, en vue de l'adhésion du pays à l'OMC, les autorités gouvernementales ont entamé une réduction

graduelle des droits de douane et des autres barrières non tarifaires. Ainsi, le taux moyen des droits de douane a été ramené de 55,6 % en 1982, à 17 % en 1997. Selon les statistiques du gouvernement chinois, ce taux n'était plus que de 15 % en 2001.

2

Une puissance commerciale grandissante

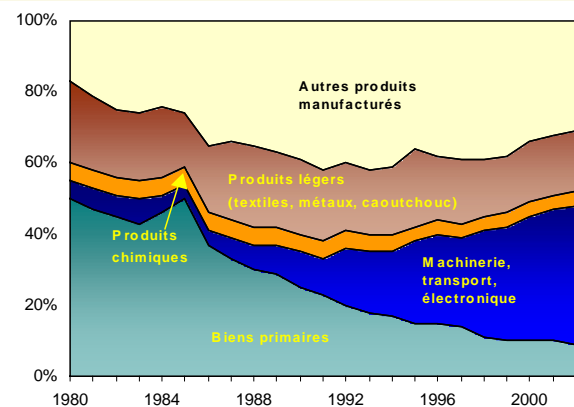
Des exportations qui se diversifient

En parallèle à leur forte croissance, la composition des exportations chinoises s'est profondément transformée au cours des deux dernières décennies.

La part des biens primaires a reculé de 50 % à 10 % entre 1980 et 2002. En particulier, celle des combustibles est passée de 24 % à 3 % et celle des aliments de 17 % à 5 %.

Au cours de la même période, la part des biens manufacturés a augmenté de 50 % à 90 %. En particulier, celle des machines, équipements de transport et électroniques a augmenté de 5 % à 39 % et celle des autres produits manufacturés est passée de 16 % à 33 %. Toutefois, la part des produits industriels légers, dont les textiles, a reculé en passant de 22 % en 1980 à 17 % en 2002.

COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE BIENS (en pourcentage du total)

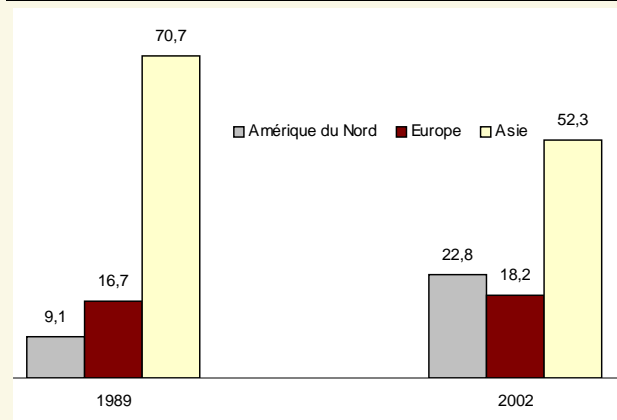


Source : Fonds monétaire international.

Par ailleurs, la distribution géographique des exportations chinoises s'est modifiée significativement entre 1989 et 2002. Même si l'Asie en demeure la destination principale avec une part de 52 %, celle de l'Amérique du Nord a augmenté à 23 % tandis que celle de l'Europe a stagné à environ 18 %.

Par pays, en 2002, les États-Unis accaparaient 22 % du total des livraisons chinoises, Hong Kong 18 %, le Japon 15 % et la Corée du Sud 5 %. Il faut noter que Hong Kong réexporte la majorité de ses importations.

DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DE BIENS (en pourcentage du total)



Source : Datastream.

Comme résultat de l'expansion vigoureuse de ses exportations, la part de la Chine dans le commerce mondial de biens s'est accrue fortement au cours des dernières années. Alors que les exportations de marchandises représentaient à peine 2 milliards de dollars américains en 1970, elles s'élevaient à 438 milliards en 2003, soit environ 6 % du total mondial, ce qui a permis à la Chine de se hisser au quatrième rang des puissances exportatrices de biens.

La Chine produit ainsi 30 % des exportations mondiales de jouets, 20 % des exportations mondiales de textiles et 7 % des exportations mondiales de machinerie et matériel de transport (incluant les ordinateurs).

Les spécialistes estiment que si la croissance des exportations chinoises se maintenait au même rythme que celui des cinq dernières années, c'est-à-dire à près de 25 % en moyenne par année, la Chine serait le premier exportateur mondial dès 2010.

Exportations mondiales de biens - 2003

	Part du total en %	Rang
Allemagne	10,0	1
États-Unis	9,7	2
Japon	6,3	3
Chine	5,9	4
France	5,1	5
Canada	3,6	7

Source : Organisation mondiale du commerce.

Il faut noter que les exportations de services occupent une part relativement modeste dans le total des exportations chinoises, bien qu'elles aient progressé depuis le début des réformes. Ainsi, leur poids est passé de 4 % dans les années 1970 à presque 11 % en 2002. De plus, ce secteur demeure déficitaire, le pays étant un importateur net de services.

En comparaison, les exportations de services représentaient, en 2002, 32 % des exportations de l'Inde, 29 % aux États-Unis, 23 % en Europe occidentale, 14 % au Japon et 12 % au Canada.

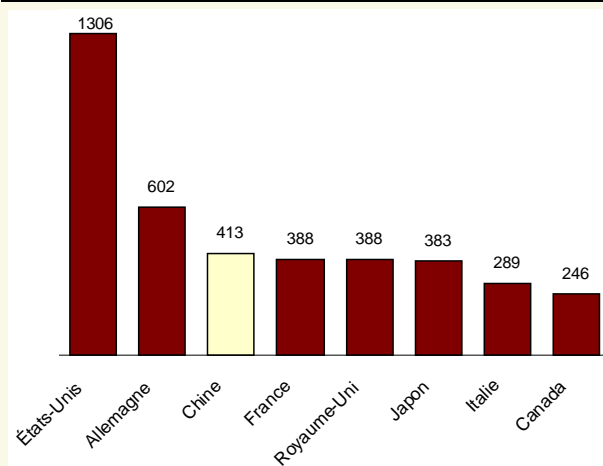
En revanche, les exportations de la Chine ont une plus forte concentration de biens manufacturés (90 %) que celles de l'Asie en général (84 %), l'Amérique du Nord (77 %) et de l'Europe (81 %).

Des importations qui s'accroissent

Au fil des ans, la Chine est aussi devenue une grande puissance importatrice. Ses importations de biens ont augmenté en moyenne de 22 % depuis le début de cette décennie. Ainsi, en 2003, leur valeur s'élevait à 413 milliards de dollars américains, ce qui la plaçait au troisième rang mondial.

La composition des importations s'est également transformée au cours des vingt dernières années. Les matières premières comptaient pour 35 % en 1980 et pour 18 % en 2003. Les biens manufacturés représentaient 65 % en 1980 et 82 % en 2003.

IMPORTATIONS MONDIALES DE BIENS – 2003 (en milliards de dollars américains)



Source : Global Insight.

Un centre mondial d'assemblage et de transformation

Alors que la part des pays industrialisés comme destination des exportations chinoises a grandi, ses importations proviennent de plus en plus des autres pays asiatiques. Ceci peut s'expliquer par le fait que la Chine constitue un centre régional d'assemblage et de transformation de produits manufacturés dans les pays voisins, alors que, selon certaines estimations, environ la moitié de ses exportations vers les pays industrialisés sont constituées de biens fabriqués par des filiales de multinationales. C'est notamment pour cette raison que la part des importations chinoises provenant d'Asie est passée de 52 % en 1989 à 65 % en 2002.

L'enjeu de l'énergie et des matières premières

Avec un rythme de croissance économique des plus élevés au monde, le quart de la production manufacturière mondiale et un marché de l'automobile des plus dynamiques, les besoins énergétiques de la Chine sont considérables.

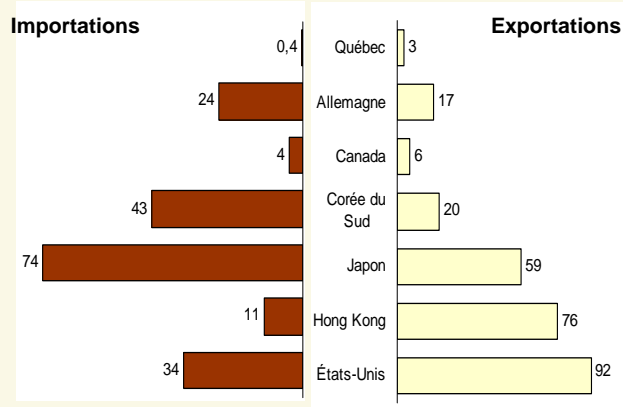
Bien que le pays produise environ 3,3 millions de barils de pétrole par jour, depuis 1993 il en est un importateur net. Entre 2002 et 2004, le volume de ses importations de brut a doublé. Ainsi, l'année passée, la Chine a été responsable de 67 % de la croissance de la demande mondiale de pétrole.

La Chine est aussi un grand consommateur d'autres matières premières, notamment de minéraux. En 2003, elle est devenue le principal consommateur de cuivre et le deuxième d'aluminium brut. Que l'on parle d'acier, soya ou coton, la Chine se trouve en tête du peloton des plus grands consommateurs au monde.

Des surplus commerciaux qui diminuent

Après avoir atteint un sommet de 4,8 % du PIB en 1997, les surplus de la balance commerciale de la Chine montrent une tendance à diminuer. En 2003, ils ne représentaient que 2,3 % du PIB. Bien que la Chine affiche un excédent commercial important avec les États-Unis, elle importe de plus en plus, notamment de l'Asie. En outre, la Chine a un solde déficitaire avec la Corée du Sud, le Japon et l'Allemagne.

COMMERCE INTERNATIONAL CHINOIS – 2003 (en milliards de dollars américains)



Source : Bureau de la statistique de Chine.

En perspective, les importations devraient poursuivre leur accélération afin d'assurer l'expansion du secteur manufacturier et de répondre à la demande grandissante des ménages. Avec les engagements pris auprès de l'OMC, cela devrait contribuer à la réduction des surplus commerciaux.

3

Accession à l'OMC et conséquences pour le monde

Avant l'accession à l'OMC, le marché intérieur chinois restait relativement fermé. Les importations non prioritaires se heurtaient à de nombreux obstacles : droits de douane élevés, mesures non tarifaires limitant les importations de produits industriels, restrictions sur le commerce de produits agricoles et de services, manque de transparence de la législation et de la réglementation du commerce, droits de distribution accaparés par les entreprises locales, restrictions sur les investissements, refus du traitement national et autres pratiques discriminatoires.

Les entreprises étrangères désirant accéder au marché chinois devaient ainsi faire face à de nombreuses difficultés. En contrepartie, les partenaires commerciaux de la Chine ont eu tendance à dresser des barrières à ses produits.

Principaux engagements auprès de l'OMC

Pour être en mesure de rejoindre les rangs de l'OMC en 2001, la Chine s'est engagée à modifier certaines de ses pratiques en matière de commerce international.

Elle s'est d'abord engagée à consolider et à réduire de façon substantielle ses tarifs sur les importations pour les amener à un niveau moyen de 15 %, bien que dans certaines catégories de produits ce taux demeure encore très élevé.

Elle a ensuite prévu d'ouvrir son secteur des services dont les services financiers, les assurances, les services professionnels, les valeurs mobilières, la distribution, le tourisme, l'hôtellerie et la restauration.

La Chine s'est également engagée à respecter les droits de propriété, comme les brevets, lesquels ont souvent été à l'origine de frictions commerciales.

Elle a enfin prévu d'assouplir les restrictions non tarifaires qui étaient en vigueur. Ont ainsi été abolies, dès 2001, les contingentements sur les aéronefs civils, le matériel médical et les TIC et, à partir de 2005, ceux sur les automobiles et les pièces. Les quotas sur les importations de produits agricoles ainsi que les subventions à leurs production et exportation seront graduellement éliminés.

Il faut noter également que, même si la date d'entrée officielle à l'OMC de la Chine est le 11 décembre 2001, le protocole d'adhésion prévoit une période, qui s'étend jusqu'en 2010, pour l'ajustement graduel du régime commercial chinois à l'ensemble de règles, pratiques et obligations prescrites dans les accords de l'Organisation.

Toutefois, la majorité des ajustements devraient être complétés entre 2005 et 2006.

Conséquences pour la Chine

Les études sur les conséquences de la libéralisation des échanges et des investissements sur l'économie chinoise s'accordent pour avancer que, globalement, le pays bénéficiera de son adhésion à l'OMC grâce aux gains d'efficacité.

Selon l'OCDE, l'accession à l'OMC pourrait faire croître le PIB réel de la Chine de 0,1 % à 0,5 % par an d'ici les dix prochaines années.

Ces effets relativement modestes s'expliquent par le fait que l'économie chinoise est déjà très ouverte au commerce international. Toutefois, sans réformes structurelles, la libéralisation des échanges et de l'investissement, à elle seule, n'améliorera que peu l'utilisation de la main-d'œuvre et des capitaux.

À court terme, un des avantages importants que la Chine retire de son entrée à l'OMC est l'adhésion à l'Accord international sur les textiles et les vêtements qui lui ouvre un accès élargi aux marchés étrangers.

Des conséquences sur le commerce mondial

L'adhésion de la Chine à l'OMC aura des conséquences importantes sur le commerce mondial.

Les économies complémentaires asiatiques, comme la Corée du Sud ou Singapour, auront un accès plus facile au marché chinois. Les pays exportateurs de produits de base, comme l'Australie, la Russie ou certains pays de l'Amérique latine, bénéficieront de la forte demande chinoise. Les pays exportateurs de biens manufacturés comme la Russie et le Brésil pourraient être favorisés par la réduction de certains tarifs. Finalement, les pays exportateurs de services comme Singapour ou la Thaïlande pourraient bénéficier de l'ouverture de ce secteur.

Par contre, les pays exportateurs de biens à forte intensité en main-d'œuvre, comme les produits du textile, se trouvent en concurrence directe avec les produits chinois. Ces pays, notamment ceux en développement, pourraient ainsi subir des pertes de marchés. Ce phénomène sera également observé dans les grands pays industrialisés, mais avec un effet mitigé du fait que ces pays sont davantage axés sur la production de services et que le processus de transfert de productions intensives en main-d'œuvre vers la Chine a commencé dans les années 1980. En contrepartie, les pays industrialisés pourront exporter plus facilement en Chine leurs technologies et produits à haute intensité en capital ainsi que leurs services.

Les pays importateurs de matières premières pourraient voir leurs termes de l'échange se détériorer.

La concurrence pour les capitaux entre les pays devrait aussi se renforcer, bien qu'à long terme ceci devrait conduire à une utilisation plus efficace.

Enfin, l'entrée de la Chine à l'OMC devrait favoriser la croissance du commerce international entre partenaires directs et indirects. De plus, sa capacité à produire des biens manufacturés à un coût moins élevé devrait faire diminuer le prix de ces biens, favorisant les consommateurs.

4

L'ouverture de la Chine a aussi des conséquences pour le Canada et le Québec

L'adhésion de la Chine à l'OMC aura des conséquences tout aussi importantes pour le Canada et pour le Québec.

Des conséquences positives, parce que les exportations de produits primaires, qui constituent une part importante des exportations canadiennes et québécoises, bénéficieront de la forte demande chinoise. De plus, les produits importés à prix inférieurs auront un effet positif sur le revenu réel disponible au Québec comme au Canada.

Des conséquences négatives, parce que certaines productions québécoises ou canadiennes, comme les biens manufacturés, seront fortement concurrencées par les produits chinois autant sur le marché local qu'à l'étranger. Avec des coûts de production très inférieurs en Chine, il sera difficile aux entreprises québécoises ou canadiennes de concurrencer les entreprises chinoises sur les mêmes produits.

Par exemple, depuis le milieu des années 1990, le Canada a glissé à la 2^e place, après l'Union européenne, dans les importations américaines de biens. En même temps, la part de la Chine a presque doublé, ce qui lui a permis de se hisser à la 3^e place.

Principaux partenaires pour les importations américaines de biens (en pourcentage du total)

	1995	2000	2003
Union européenne	17,7	18,0	19,3
Canada	19,2	18,5	17,4
Chine	6,3	8,6	12,5
Mexique	8,1	10,9	10,7
Japon	16,5	12,0	9,3
Québec	3,8	3,7	3,2

Sources : Organisation mondiale du commerce et Ministère des finances du Québec.

Par rapport à la Chine, le Québec est maintenant en retard sur le marché américain. En effet, entre 1995 et 2003, la part du Québec dans les importations américaines de biens est passée de 3,8 % à 3,2 % tandis que la Chine doublait la sienne.

Par ailleurs, la part qu'occupe la Chine dans le total des exportations canadiennes et québécoises entre 1988 et 2003 est restée très faible. Pour le Canada, elle fluctue entre 0,7 % et 1,2 % et, pour le Québec, elle oscille entre 0,2 % et 0,8 %.

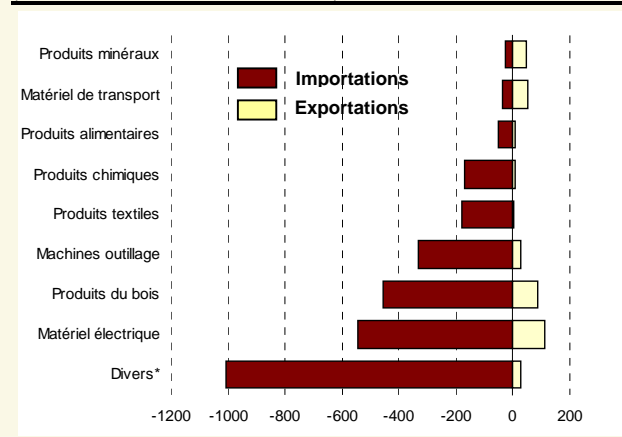
Néanmoins, les importations venant de Chine progressent rapidement au Québec comme au Canada. Entre 1988 et 2003, leur part dans le total des importations a quintuplé, passant de 1,2 % à 6,2 % au Québec et de 0,7 % à 5,4 % au Canada.

Entre 1988 et 2003, les exportations de biens du Québec en Chine ont progressé en moyenne de 11 % alors que les importations en provenance de ce pays augmentaient à un rythme de 17 %.

Les principales exportations québécoises sont comprises dans les catégories suivantes : matériel électrique, produits du bois, matériel de transport et produits minéraux. De plus, les biens importés de Chine appartiennent à l'une de ces catégories : produits divers (jeux et matériel de sport, jouets, fournitures médicales, matériel de photographie), matériel électrique, produits du bois, machines et outillage, produits textiles et chimiques.

Le déséquilibre des échanges entre le Québec et la Chine est illustré par la valeur du commerce en 2003. Les exportations du Québec à destination de ce pays se chiffraient à 386 millions de dollars américains alors que les importations se situaient à 2,8 milliards de dollars américains.

COMMERCE ENTRE LE QUÉBEC ET LA CHINE - 2003
(en milliards de dollars américains)



Source : Ministère des Finances du Québec.

* comprend les jouets, les jeux et matériel de sport, les fournitures médicales et les imprimés.

5

Conclusion

Le secteur extérieur chinois a connu une progression remarquable à la suite des réformes pour la libéralisation de l'économie entreprises en 1978.

Il a été un contributeur clé à la croissance économique en permettant l'acquisition de technologies, de la machinerie et de l'équipement nécessaires au développement des industries, dont la production était à son tour destinée au marché extérieur. De plus, il a été une source importante de création d'emplois.

À la suite de son adhésion à l'OMC, la croissance des exportations de la Chine s'est accélérée et cette croissance se poursuivra. Ceci aura des conséquences pour le reste du monde, notamment pour les pays exportateurs de textiles et de biens à forte intensité en main-d'œuvre qui se trouvent ainsi en concurrence directe avec les produits chinois.

En revanche, les pays exportateurs de matières premières, de produits complémentaires, de services et ceux dont la production est plus intensive en capital bénéficieront de l'ouverture de ce vaste marché. En effet, les importations de la Chine devront poursuivre leur croissance afin d'assurer l'expansion du secteur manufacturier et de mieux répondre à la demande grandissante des ménages. L'ouverture de la Chine, représente ainsi des opportunités d'affaires très attrayantes pour les producteurs d'ailleurs.

Si à court terme, l'ouverture d'une économie aussi vaste force des ajustements dans certains pays, à long terme, la globalisation des processus de production pourra faire en sorte qu'une complémentarité de la production se développe, rendant l'intégration de la Chine à l'économie mondiale bénéfique pour ses partenaires directs et indirects.

Le troisième et dernier numéro de cette série de trois notes d'analyse et conjoncture économiques fera le point sur les défis que doit relever l'économie chinoise.

Produit par la Direction de l'analyse et de la prévision économiques avec la contribution de Vivian Sedano, Christine Breton et Jean-Damascène Habarurema.

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec M. Marc Sirois, directeur principal, au (418) 644-7321.

Ce document est disponible sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca.